

DIFFICULTES LIEES AU CORONAVIRUS – COVID19 ET MESURES FISCALES

L'aménagement des échéances fiscales sous conditions

Pour donner suite aux dernières annonces gouvernementales et pour répondre à leurs obligations de sécurité au travail, les employeurs ont rapidement dû mettre en place des mesures de **télétravail pour leurs salariés**.

Beaucoup d'entreprises **subissent par ailleurs une baisse de leur activité**. C'est pour pallier cette baisse que de nouvelles mesures ont été prises **en matière fiscale**, afin d'aider les entreprises les plus en difficulté.

Comment bénéficier de ces aides fiscales ? Quelles sont les démarches à suivre ?

Le Gouvernement a récemment annoncé la possibilité pour les entreprises qui en éprouvaient le besoin de **demandeur des reports de paiement de tout impôt direct des entreprises** (impôt sur le revenu, impôt sur les sociétés, etc.) **ou des remises d'impôts directs, d'intérêts de retard ou de pénalités**. Par la suite, le Gouvernement a précisé la marche à suivre pour demander ces remises ou ces reports de paiement d'impôts directs, et a notamment **ouvert la possibilité aux entreprises de notifier aux services publics les factures en attente de paiement en leur faveur**, afin d'en accélérer le traitement et d'obtenir rapidement le versement des sommes dues.

Par ailleurs, concernant **la mensualisation pour le paiement de la CFE ou de la taxe foncière**, il est **possible de le suspendre** sur impots.gouv.fr ou en contactant le Centre prélèvement service : le montant restant sera prélevé au solde, **sans pénalité**.

Afin de faciliter leurs démarches, les entreprises peuvent accéder sur le site impots.gouv.fr à un **formulaire de demande spécifique à leur situation**. Vous trouverez ce formulaire **en pièce jointe de ce communiqué**, pour information. Il est également possible de le télécharger à l'adresse suivante :

https://www.impots.gouv.fr/portail/files/media/1_metier/2_professionnel/EV/4_difficultes/440_situation_difficile/formulaire_fiscal_simplifie_delai_ou_remise_coronavirus.pdf

Une fois complété, ce dernier devra être **adressé au SIE dont dépend l'entreprise**.

La demande de report d'imposition - Cadre 1] du formulaire

Tous les impôts des entreprises sont concernés par cette mesure, **à l'exception de la TVA** et des **taxes assimilées**, du reversement du **prélèvement à la source** (PAS) effectué par les collecteurs et **de la TSCA**, qui **ne peuvent en aucun cas faire l'objet d'un report**.

Le **report** de paiement des impôts **est accordé pour une durée de 3 mois**, sur simple demande, **sans aucun justificatif**.

Il suffira donc de **remplir le Cadre 1]** en **cochant une première case** du formulaire mis à la disposition des entreprises par les services de l'administration, et **en précisant les impôts directs concernés** (impôts sur les sociétés, taxe sur les salaires, CFE, CVAE).

La demande de remise d'impôts directs, d'intérêts de retard ou de pénalités - Cadre 2] du formulaire

Tous les impôts des entreprises sont concernés par cette mesure, **à l'exception de la TVA** et des **taxes assimilées**, du reversement du **prélèvement à la source** (PAS) effectué par les collecteurs et **de la TSCA**, qui **ne peuvent pas faire l'objet d'une remise**.

Attention ! Une remise d'impôt direct (notamment pour l'impôt sur les sociétés, CFE et CVAE) ne peut être accordée qu'en cas de difficultés caractérisées qu'un report de paiement ne suffirait pas à surmonter.

Cette demande permet, en cas de difficultés, de demander à ne pas avoir à payer d'impôt. Il faudra **remplir le Cadre 2]** du formulaire, en **cochant une première case** au sein de ce cadre, et en **précisant** par la suite les **impôts directs**, les **intérêts de retard** et/ou les **pénalités** concernés.

Comme une remise d'impôt direct ne peut être accordée qu'en cas de difficultés caractérisées, les entreprises devront notamment **indiquer dans la suite du cadre les éléments justificatifs de leur demande**, comme :

- La baisse de chiffre d'affaires, justifiée par comparaison entre celui de janvier à mai 2019 et celui réalisé de janvier à mai 2020
- Les autres dettes à honorer (nature, montant, échéance)
- La situation de la trésorerie de l'entreprise
- Tout autre élément de nature à justifier un délai de paiement ou une remise.

La notification des factures en attente de paiement des services publics - Cadre 3] du formulaire

Les entreprises qui seraient **dans l'attente du paiement de factures en leur faveur** de la part des services publics **pourront les notifier dans le Cadre 3]** du formulaire. Il suffira d'y **cocher la case** adéquate, et de préciser les **organismes publics débiteurs**, l'**objet** et le **montant** de **chaque facture** en attente de paiement.

Ce dispositif permettra donc d'**accélérer le traitement et la mise en paiement des factures par les services publics aux entreprises** : l'administration fiscale s'engage à accélérer les remboursements de créances en cours (CIR, crédits de TVA, etc.) et le paiement des factures en attente de paiement par l'Etat, les collectivités locales et les organismes publics.

Sous réserve de modifications ultérieures de ces dispositifs, nous restons à votre disposition pour toute information complémentaire.